

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/MA/W/58

31 août 2004

(04-3613)

Comité de l'accès aux marchés

Original: anglais

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE CONCERNANT LA CHINE

Communication des États-Unis

La communication ci-après, datée du 30 août 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Questions des ÉTATS-UNIS à la CHINE concernant l'accès aux marchés

Restrictions à l'exportation

1. Les États-Unis sont préoccupés par les restrictions imposées par la Chine à l'exportation de coke, intrant indispensable à la production d'acier. La Chine est le plus gros producteur mondial de coke, avec une production totale de 177,7 millions de tonnes en 2003. En 2004, la Chine a d'abord imposé un contingent d'exportation de 8,3 millions de tonnes, en diminution par rapport au niveau de 2003 qui était de 14,3 millions de tonnes. Pendant les six premiers mois de 2004, le contingent d'exportation de la Chine, conjugué à la vente illégale de certificats de contingent d'exportation par les autorités provinciales du Ministère du commerce (MOFCOM) et par les entreprises commerciales d'État qui lui sont affiliées a entraîné une augmentation du prix d'exportation du coke chinois, qui a dépassé 500 dollars par tonne, soit plus de trois fois son prix de 2003. Cette hausse de prix a eu un effet analogue sur les cours mondiaux du coke, tandis que les prix intérieurs chinois étaient compris entre 150 dollars et 200 dollars par tonne. Suite aux plaintes répétées de divers Membres de l'OMC, la Chine a porté le contingent de 2004 à 12,3 millions de tonnes en juillet dernier.

- a) Les règles de l'OMC établissent une prohibition générale des restrictions à l'exportation, ne tolérant que des exceptions limitées. Les États-Unis croient savoir que selon la Chine, le contingentement des exportations de coke est autorisé en vertu de l'exception concernant la conservation des ressources naturelles épuisables, énoncée à l'article XX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994). Toutefois, cette exception n'admet que des mesures appliquées parallèlement à des mesures visant à restreindre la production ou la consommation nationales, et à condition qu'elles ne soient pas appliquées d'une manière qui constituerait une discrimination arbitraire ou injustifiable entre des pays où règnent les mêmes conditions, ou un obstacle au commerce déguisé. Veuillez indiquer les restrictions pertinentes appliquées par la Chine sur le plan intérieur. Veuillez expliquer aussi comment les restrictions imposées par la Chine aux exportations de coke relèvent de l'exception énoncée à l'article XX. Les États-Unis notent qu'en 2003, les politiques de la Chine ont abouti à réserver environ 163 millions de tonnes de coke à son marché intérieur, ne permettant que l'exportation de moins de 15 millions de tonnes.

- b) À la fin mai 2004, la Chine et l'Union européenne (UE) ont annoncé la conclusion d'un accord bilatéral garantissant une part de 4,5 millions de tonnes du contingent de coke de 2004 aux acheteurs de l'Union européenne. Suite à cet accord, la Chine a entrepris avec les États-Unis et d'autres Membres de l'OMC des discussions visant à attribuer des parts de contingent par pays pour 2004. À la fin juillet 2004, toutefois, la Chine a fait savoir qu'elle n'attribuerait pas de parts de contingent par pays et a simplement fait passer le contingent, pour 2004, de 8,3 millions de tonnes à 12,3 millions de tonnes. Veuillez indiquer ce qu'il en est actuellement de l'accord bilatéral Chine-UE.
- c) Selon la branche de production de coke chinoise, il y avait en Chine, au début de l'année, plusieurs nouvelles installations de production de coke qui devaient entraîner une augmentation substantielle de la capacité de production, et selon les prévisions, la production de coke chinoise devait continuer d'augmenter au moins jusqu'à la fin de 2006, même si la production polluante des fours à ruches était éliminée comme prévu. Or, selon une information du 16 août 2004 citant des sources proches du MOFCOM, la Chine réduira sa production de coke de 20 pour cent en 2005. Veuillez expliquer.
- d) Les États-Unis se félicitent des efforts entrepris par le MOFCOM pour éliminer la pratique de la vente de certificats de contingent d'exportation. Le MOFCOM a indiqué que cette pratique était illégale en droit chinois, et les États-Unis relèvent que l'article VIII du GATT de 1994 dispose que les redevances et impositions (autres que les droits à l'importation et à l'exportation) doivent être limitées au coût approximatif des services rendus et ne doivent pas constituer une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes à l'exportation de caractère fiscal. Le 23 juillet 2004, le MOFCOM a publié un avis urgent rappelant que la vente de licences d'exportation était illégale, annonçant l'ouverture d'enquêtes portant sur cette pratique et demandant que des rapports lui soient présentés le 15 août au plus tard. Veuillez indiquer les résultats de ces enquêtes.

2. Les États-Unis ont précédemment fait connaître, tant sur le plan bilatéral que devant le Conseil du commerce des marchandises et le Comité de l'accès aux marchés, leurs préoccupations concernant les contingents d'exportation et les droits de licences imposés par la Chine pour d'autres matières premières, comme le fluorspar. Que prévoit de faire la Chine pour mettre ces mesures en conformité avec les règles de l'OMC?

Nouvelle politique industrielle pour le secteur automobile

3. Au paragraphe 204 du rapport du Groupe de travail, la Chine s'est engagée à modifier, dès son accession, sa Politique industrielle pour le secteur automobile de manière à la rendre compatible avec les règles et principes de l'OMC. Le 1^{er} juin 2004, la Chine a publié sa nouvelle politique, intitulée "Politique de développement de l'industrie automobile".

- a) En ce qui concerne l'article 34 de la nouvelle politique, veuillez indiquer quelles restrictions, s'il y en a, s'appliquent à la distribution d'automobiles en Chine. En particulier, veuillez préciser si une entreprise peut distribuer, par l'intermédiaire du même réseau, 1) des automobiles produites par différentes coentreprises, 2) des automobiles importées et des automobiles de fabrication nationale et 3) différentes marques.
- b) En ce qui concerne les articles 55 à 57 de la nouvelle politique, et compte tenu de l'engagement pris par la Chine au paragraphe 93 du rapport du Groupe de travail qui accompagne le Protocole d'accession de la Chine, veuillez préciser comment la Chine

définit les éléments de véhicules automobiles entièrement démontés ou semi-démontés et indiquer les taux de droit qui leur sont applicables.

Contingents tarifaires applicables aux engrais

4. Dans la liste concernant les marchandises jointe au Protocole d'accession, la Chine s'est engagée à attribuer des parts spécifiées du contingent tarifaire applicable à l'importation d'engrais à des entités autres que les entreprises commerciales d'État. Veuillez donner, pour 2004, des renseignements sur la part totale du contingent tarifaire applicable à chaque type d'engrais (à savoir, phosphate diammonique, urée et NPK) qui a été attribuée aux entreprises commerciales d'État et sur la part totale attribuée aux entités autres que des entreprises commerciales d'État.

5. Dans les notes générales relatives aux contingents tarifaires applicables aux engrais et à la laine peignée (figurant dans la Liste de la Chine concernant les marchandises, partie III, section A), au paragraphe 6B, la Chine s'est engagée à ce que les demandes de réattribution des contingents tarifaires pour lesquels des contrats n'ont pas été souscrits soient acceptées du 1^{er} au 15 septembre, à ce que les conditions particulières à remplir pour demander la réattribution des contingents tarifaires soient publiées au Journal officiel un mois avant la période de présentation des demandes et à ce que les nouvelles attributions soient décidées au plus tard le 1^{er} octobre. Veuillez expliquer de façon détaillée a) comment la Chine a mis en œuvre ses engagements concernant la réattribution des contingents tarifaires pour 2003 et b) comment la Chine met en œuvre ses engagements concernant la réattribution des contingents tarifaires pour 2004.

Taxe sur la valeur ajoutée appliquée au phosphate diammonique

6. Les États-Unis ont encore des préoccupations concernant l'application du traitement national, eu égard à la Circulaire relative à la politique d'exonération de la TVA pour certains produits destinés à l'agriculture (n° 113/2001), qui a été publiée conjointement le 20 juillet 2001 par le Ministère des finances et par l'Administration fiscale nationale, et qui exonère de la taxe sur la valeur ajoutée tous les engrais phosphatés à l'exclusion du phosphate diammonique. Le phosphate diammonique qui est produit aux États-Unis concurrence les engrais phosphatés analogues fabriqués en Chine, comme le phosphate monoammonique. Cette mesure décourage l'utilisation de phosphate diammonique, dont la Chine s'est engagée à autoriser l'accès dans le cadre de contingents tarifaires, et favorise les produits non importés. Les États-Unis ont évoqué cette question avec la Chine à plusieurs occasions, dans le cadre de l'OMC et au niveau bilatéral.

- a) Veuillez communiquer des données indiquant la consommation annuelle de phosphate diammonique de la Chine depuis 2001, y compris les montants d'origine nationale par rapport aux importations.
- b) Veuillez communiquer des données indiquant la consommation annuelle de phosphate monoammonique de la Chine depuis 2001, y compris les montants d'origine nationale par rapport aux importations.
- c) La Chine a-t-elle l'intention de réviser la Circulaire n° 113/2001 pour mettre fin au traitement discriminatoire du phosphate diammonique?

Réglementations relatives au recyclage des déchets

7. Vers la fin de 2003, l'Administration générale de la Chine pour le contrôle de la qualité, l'inspection et le contrôle sanitaire (AQSIQ) a publié l'Avis n° 115-2003 faisant obligation aux exportateurs de déchets recyclés à destination de la Chine de s'inscrire auprès de l'AQSIQ. Alors que cet avis fixait un délai expirant le 1^{er} juillet 2004, c'est seulement le 8 mai 2004 que l'AQSIQ a publié

l'Avis n° 48-2004, indiquant les procédures et conditions de fond auxquelles les exportateurs de déchets recyclés devaient satisfaire pour s'inscrire auprès de l'AQSIQ. Par la suite, l'AQSIQ a fait preuve de souplesse en acceptant de prolonger le délai de présentation des demandes jusqu'au 1^{er} août 2004. En même temps, toutefois, les États-Unis croient comprendre que les exportateurs qui ont laissé passer la date butoir du 1^{er} août 2004 ne pourront pas présenter de demande d'inscription avant un certain laps de temps, qui n'a pas été précisé. Les États-Unis ont-ils raison de comprendre que l'AQSIQ refusera d'accepter les demandes déposées après le 1^{er} août, qu'elles émanent d'exportateurs déjà établis ou de nouveaux exportateurs? Dans l'affirmative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles l'AQSIQ empêche ces exportateurs de présenter une demande d'inscription. Tout en admettant que l'AQSIQ puisse avoir une raison légitime pour exiger que ces exportateurs mènent à bien le processus d'inscription et obtiennent un numéro d'inscription avant d'exporter vers la Chine, les États-Unis ne voient pas ce qui pourrait justifier qu'on les empêche de s'inscrire en ne leur permettant pas de demander cette inscription.

Loi sur le commerce extérieur

8. L'article 16 de la *Loi sur le commerce extérieur* semble accorder de larges pouvoirs d'imposer des restrictions à l'importation et à l'exportation des marchandises dans toute une gamme de situations, mais l'aptitude d'un Membre de l'OMC à imposer nombre de ces restrictions est soumise à des disciplines précises par les règles de l'OMC, en particulier les articles XI, XII et XX du GATT de 1994, et par les termes de l'accord d'accession de la Chine. La Chine peut-elle confirmer qu'elle n'appliquera les restrictions énoncées à l'article 16 de la *Loi sur le commerce extérieur* que dans la mesure où ce sera compatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC?

9. La Chine, en tant que Membre de l'OMC, a contracté diverses obligations en matière de transparence au titre de l'Accord sur l'OMC et de l'accord d'accession de la Chine à l'OMC. La Chine s'est aussi spécifiquement engagée à garantir la révision judiciaire équitable et transparente de toutes les actions administratives relatives à la mise en œuvre des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale visés à l'article X:1 du GATT de 1994, à l'article VI de l'Accord général sur le commerce des services et dans les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. La Chine peut-elle confirmer que chacune des diverses enquêtes administratives et déterminations autorisées dans la *Loi sur le commerce extérieur* est soumise à révision judiciaire?

Droits de commercialisation

10. Veuillez fournir des données indiquant le nombre des entreprises et des particuliers qui se sont inscrits pour obtenir des droits de commercialisation, c'est-à-dire le droit d'importer et le droit d'exporter, depuis le 1^{er} juillet 2004, conformément aux *Mesures concernant l'inscription au registre des agents de commerce extérieur*, publiées par le MOFCOM le 25 juin 2004. Y a-t-il des entreprises ou des particuliers auxquelles l'inscription ait été refusée? Dans l'affirmative, veuillez expliquer.
